

Analyse

Rwanda: Paul Kagamé ou l'état permanent de disgrâce

Chaque année, entre Avril et Juillet, les observateurs diagnostiquent dans le discours présidentiel et dans les combinaisons des fièvres émotionnelles brûlant le rite anniversaire du génocide et chauffant les fêtes de la sanglante victoire militaire «Intsinzi» ou «libération tutsi» un mal inédit et inquiétant : « l'apartheid à la rwandaise ». Qui se moque de qui? Ce long diagnostic concerne un régime grabataire qui plie comme un roseau sous de violentes tempêtes. Mais, treize ans déjà, ce n'est pas encore le compte à rebours. Le Président Kagame, quoi qu'il en dise, doit reconnaître ses erreurs d'appréciation et de jugement. Il doit avouer que le respect dont il prétend jouir de son peuple et du monde n'est qu'obéissance qui, en temps de guerre et de tensions, côtoie le plus souvent, l'absurdité. C'est aussi le cas de ces fêtes ambiguës qui piétinent la mémoire de tous disparus et divisent au lieu de rassembler tous les survivants. Treize ans après la guerre et le génocide, force est en effet, de constater que le «Gouvernement d'unité nationale» peine à s'engager résolument sur la voie de la démocratie, du dialogue et de la réconciliation nationale. Au contraire, les droits fondamentaux de l'homme, tels que la liberté d'opinion et d'expression et les droits civils et politiques, ne sont pas respectés. Des dizaines de milliers de personnes meurent encore d'«une mort naturelle» dans les geôles du pouvoir, sous le chef d'accusation ou d'inculpation de génocide et des crimes en tout genre. Certains prisonniers sont détenus plus de dix ans sans dossier ni avocat. Après autant d'années de souffrance, d'inquiétude sociopolitique et de prurits sécuritaires, l'histoire peut-elle dire si le train de l'unité et de la réconciliation trouvera bientôt son terminus dans des affrontements?

Aucun des protagonistes, voire des antagonistes de l'étrange «guerre de libération tutsie» n'a la réponse à cette question qui est posée, à priori, au pouvoir. Tous observent ou obéissent. Pour des raisons différentes. Qui est plus stupide? Celui qui donne un ordre aberrant ou celui qui s'y soumet? En guise de réponse, il faut brosser le tableau du paysage sociopolitique du Rwanda où on rencontre d'anciens anarchistes, des «génocidaires présumés» ou repentis, des victimes sans droit et sans voix, des militaires criminels démobilisés ou en fonction ou réintégrés, des bourreaux cocus, des rescapés inconsolables, des magistrats plus incompétents que prétentieux... Le tout compose un troupeau égaré, rescapé d'une guerre sanglante pour le pouvoir, qu'on ne veuille pas juger

Au vrai, le président Paul Kagame n'a jamais gagné le soutien populaire. Comment illustrer que l'ancien guérillero a changé au regard de ses discours incendiaires, dont celui de Murambi le 6 Avril 2007 alors que sa nervosité le renvoie à l'image du maquisard? L'assassinat du président Habyarimana sur l'autel de la paix le taraude. Ce crime parfait et terroriste est non seulement le reflet d'une violente rupture mais aussi et surtout d'une hantise qui ne le quitte jamais les es auteurs présumés. Il divise le peuple rwandais et les puissances mondiales. Le président assassiné était à la recherche de la paix. Pressé par les ingérences étrangères, ignares des réalités nationales, l'homme s'était dépensé sans compter pour défendre, corps et âme, la paix jusqu'à en mourir. L'agacement doublé d'inquiétude est d'autant plus grand au Rwanda que l'on n'ose imaginer ce qu'il adviendrait, si en lieu et place de la vérité sur ce mystère, se maintenait au pouvoir, un guérillero à la gâchette chargé d'imposer la terreur. Les injustices en tout genre et les violations des droits de l'homme consistent à ignorer les faits parlant d'eux mêmes et surtout à ignorer les souffrances de tout un Peuple. Le pouvoir piétine la dignité de toutes les victimes de la guerre et les rescapés d'un génocide que le pouvoir manipule et exploite. La guerre mal gagnée reste une équation qui défie l'entendement. Le

dictateur dirige le seul Etat africain qui se croit capable de défier certains Etats démocratiques. Parmi ces derniers, il y a ceux qui rechignent à s'engager avec lui dans des compromis politiques et judiciaires sujets à caution.

Brocardé partout, perturbé et fragilisé par l'affaire des mandats d'arrêts internationaux qui frappent son entourage immédiat, menacé lui-même par un mandat d'arrêt, le Chef militaire Kagame, à la recherche de nouvelles stratégies défensives, paraît dans une situation extrêmement délicate. Son pouvoir est en eaux troubles. Pourra-t-il rebondir? On ne se le demande plus pour un ex-guérillero qui s'est retrouvé propulsé à la tête d'un Etat qui, en quête permanente de légitimité populaire, s'est positionné aux avant-postes des «fronts de refus» de l'«impérialisme occidental». Par contre, on peut se demander comment il ait pu tenir en respect tous ceux qui, au sein de l'establishment tutsi, rêvent aujourd'hui de le déboulonner. Il oublie aussi si vite que certaine démocratie occidentale sont plus promptes à se ranger derrière les rebellions armées pour faire chuter les régimes dérangeants.

Au vrai, treize ans de dictature sanglante riment avec la peur permanente du peuple rescapé des massacres binaires. Certes, l'ancien «Gouvernement génocidaire» est accablé d'une responsabilité politique ou d'instigation des pires exactions. Mais peut-on affirmer que les rebelles tutsis n'avaient que des intentions pures? Certes, ils avaient aussi des ambitions politiques, voire folles. Dans le Nord du Rwanda, leur fief, les plus faibles, enfants et femmes d'abord, avaient formé le cortège d'environ 200.000 morts. Tous ces gens furent des victimes d'une guerre sans témoins. Le Rwanda devait avoir peur. Il a toujours peur du fait que la rébellion lui a inventé une guerre qui opposait, non seulement les hutu et les tutsi, mais surtout un fascisme envahissant contre une démocratie à repenser ou à redéfinir. A cet égard, un débat passionné, houleux, voire très strident peut opposer les protagonistes sur cette histoire violente. Mais d'orès et déjà, il oppose deux camps: celui qui exige que le Peuple fasse acte de repentance en réparation des crimes contre l'humanité commis en son nom et celui qui, au contraire, veut que les seuls «côtés positifs» de la guerre soient célébrés.

A Murambi, en marge du treizième anniversaire du génocide, le Rwanda a entendu un discours qui doit provoquer un sursaut national. Ce discours se résumerait en une phrase: qui me cherche, me trouve! Les indélicatesses offensantes très prisées par un président victime de crises de nerfs et d'émotions fortes ont mis en exergue les dérives totalitaires d'un pouvoir au sommet de sa décadence. Quelques certitudes néanmoins! Dans un pays où, selon la Commission Nationale pour l'unité et la Réconciliation «75% de la population sont réconciliés», le discours présidentiel aura probablement sonné le glas des mensonges, des manipulations et des approximations! Face à la violence des mots, les frustrations ne s'expriment plus. Elles sont refoulées. Et c'est beaucoup plus dangereux. Désormais, le président refuse la démagogie pour vilipender, peut-être à juste titre, ses détracteurs, vivants et morts. La communauté judiciaire internationale accusée de se faire abuser par les boniments des révisionnistes blancs et noirs, et des portes parole des rescapés, se sent coincée. Et pour cause! Selon les Juges du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) qui se préparent à remettre les tabliers, le «génocide est de notoriété publique». Reflet exact des innombrables fautes politiques et judiciaires et d'une justice partisane? En tout cas, la déclaration pour faire plaisir aux experts des génocides et au rescapés, a accru les bénéfices du doute en faveur des auteurs présumés de « l'attentat qui a déclenché ce crime innommable et les massacres» à l'échelle industrielle. Depuis, la question est de savoir si cette déclaration politique des juges permet à toute la Société Rwandaise de porter un regard extérieur sur les quatre années de plomb et sur cette période sombre, délicate et douloureuse de l'après-guerre. Face au «discours de Murambi», les honnêtes gens, épris de paix et de justice, matraqués et harcelés, y ont certainement perdu le moral et leur latin, eux qui viennent à peine de découvrir

au grand dam des zélés fanatiques d'un régime violent, qu'ils sont dirigés par des justiciers impénitents, voire des criminels recherchés par la Justice française.

Il faut le rappeler. Le juge antiterroriste français a fait son devoir. Il a bouclé son enquête. Même controversée, son ordonnance a été mise en exécution par le Parquet de Paris. En ce qui concerne les proches collaborateurs du Président rwandais, elle a déjà produit ses effets. Selon la loi française, le président rwandais échappe à toute poursuite judiciaire en tant que Chef d'Etat en fonction. Mais, il dénonce déjà l'atteinte à «la souveraineté nationale». Le TIPR a par ailleurs jugé que l'attentat contre les Présidents Habyarimana et Ntalyamira, crime parfait, ne rentre pas dans son mandat. Tous ces boniments qu'il exploite le pouvoir de Kigali sont dangereux pour la paix et la stabilité au Rwanda. C'est vrai! Le meurtre est mauvais pour tout le monde, y compris celui qui le perpète. Mais, on le sait, la politique a aussi ses raisons que la raison n'a pas!

Ses provocations doivent valoir au Président Kagame les critiques les plus acerbes des opposants comme d'une partie de ses anciens gourous étrangers. Des critiques viennent de partout et alimentent son implication, au fil des années de sa guerre, dans la tragédie rwandaise et dans de nombreux dossiers chauds. En réalité, il s'agit d'une façon de lui suggérer de renoncer à sa politique de confrontation qui pourrait conduire le Rwanda à de nouveaux dérapages. Le président Kagame a perdu son aura. Beaucoup de citoyens murés dans leur silence, lui reprochent d'avoir oublié les promesses formulées lors de la formation du «gouvernement d'unité nationale». Il s'agit de la réconciliation et de la reconstruction du pays détruit par la guerre. Suite aux massacres méthodiques et systématiques commis sous le contrôle de l'Etat-FPR, on ne peut plus faire revenir les choses en arrière. Il est cependant difficile de soigner les blessures, sans que toutes les victimes aient droit de porter sur cette histoire un regard privé. Elles sont là, il faut les respecter. Les victimes ne sont pas prêtes à mettre un trait définitif sur les crimes de guerre.

Les déceptions et le désarroi face aux promesses non tenues, l'incertitude liée à l'avenir, la peur des dérapages, la misère au quotidien, ce sont ces frustrations qui noircissent le visage du Rwanda autrefois rayonnant. Le peuple est victime de la folie et des stupidités d'un pouvoir violent. Il est fatigué de ses dirigeants qui ne l'aime pas et ne le respectent pas. L'économie va mal. Le pays va mal. L'opinion reproche au régime de trop puiser dans les caisses de l'Etat, confondues avec les caisses du FPR, pour lancer des projets, comme la construction de Kigali, la capitale, au détriment d'investissement dans les infrastructures socio- rurales. Dans la ville, les buildings montent comme des champignons. L'intention n'est pas mauvaise, mais elle semble irréfléchie. Regardez le résultat, d'ailleurs. Les popularisations rurales sont paupérisées en accéléré. Le «chômage» des cadres et autres personnes «formées» est endémique, l'inflation a explosé. Il paraît que la récession menace. De fait, les prix des produits de première nécessité n'ont cessé de galoper.

Une question essentielle: Pendant et après la guerre, le FPR et ses alliés au pouvoir ont-ils remarqué qu'ils ont trompé le peuple pour son bien? Ils ont contribué à obscurcir si longtemps la vie publique rwandaise en obligeant les uns et les autres aux alliances contre nature. Ils ont disparu ou en voie de disparaître sur la scène politique. Un seul parti de gouvernement sérieux mais peu raisonnable, concentre, à sa façon le pouvoir, notamment par la fragilisation morale du peuple. Plus encore ce qui se passe en politique n'est que le reflet d'une formidable retour en arrière. Le malaise est immense. Ils ont combiné l'art du mensonge politique, la fureur des armes, la violence politique ainsi que des commérages malveillants. L'art de faire croire au peuple des faussetés salutaires, pour quelque bonne fin, fut un art extrêmement délicat, voire dangereux. Cet art a obéi aux règles d'un savant calcul très

machiavélique. La dictature sortie des charniers a su soustraire les mensonges à toute vérification possible. Elle fait faire encore l'illusion à l'infini. Elle a réussi à «rationaliser la production des contrefaçons politiques» en instituant une «société de menteur» pour défendre les impostures. En effet, le «mentir-vrai» reste indispensable à l'éducation des seigneurs de la guerre et de certains aspirants politiciens. Ils ont tous bien appris la leçon de Machiavel. Cependant, le mensonge aujourd'hui ne ressemble plus, peu à peu, à celui d'avant et pendant la guerre. Les réalités du pouvoir obligent?

Au vrai, certains Chef d'Etat portés par un état de grâce, vont jusqu'au bout de leur Destin. D'autres, comme le tyran rwandais, portés par un état de disgrâce, se décident, malgré tout, d'aller jusqu'au bout de leur «grand Destin». Leurs armes: Terreur militaire et une diplomatie agressive et arrogante et l'aventurisme. Tenez! Quand Paul Kagame remporta, en 2003, l'élection de type démocratique, il a en même temps perdu des boucliers et des alliés forts dont les «hutu démocrates» qui ont poussé des cris d'horreur. Ce fut la soumission, la prison, la cavale ou l'exil! Depuis, la dictature drapée d'un manteau démocratique étrille les anciens alliés tièdes pour leurs commentaires sur «une élection démocratique » entachée de fraude et irrégularité. Ils ont vu les petites libertés du quotidien acquises sous les régimes précédents, partir définitivement en fumée. La nostalgie des temps paisibles brûle les cœurs. Au Rwanda le débat, une fois osé, se solde par le meurtre ou l'emprisonnement. Le peuple est privé de parole. Une démocratie pluraliste ne suppose-t-elle en effet, un certain nombre de valeurs et de principes au rang desquels figure la liberté d'opinion et d'expression? Il est vrai que l'opposition doit mener une réflexion sociale et politique tout à fait à la hauteur des débats en cours sur l'avenir du Rwanda post-génocide. Paul Kagame est confronté à une opposition empêtrée dans ses échecs, ses déceptions et ses contradictions politiques et idéologiques et ses deals qui se font et se défont. En réalité, la dictature n'a pour ennemi que son incapacité à rassembler les Rwandais autour d'un Idéal commun, d'une part et son insensibilité devant la douleur et la souffrance de tous les citoyens, d'autre part. Ces derniers ne se mobilisent plus pour reconstruire un pays exsangue. Bien plus, quand le pouvoir ne propose pas au pays un Destin, l'opposition peine, quant à elle, à formuler une alternative crédible.

L'exercice d'un pouvoir sectaire dont les seuls piliers sont le «génocide» et les «crimes d'Etat », ne fait que enfoncer les rescapés dans des douleurs inconsolables. Il s'agit des ces citoyens qui n'ont jamais demandé au FPR de les libérer. Les Tutsi ne cessent de gonfler les rangs de tous les dissidents pour noyauter l'opposition démocratique. Au nom de la démocratie, certains gourous étrangers ont lâché le dictateur sur tous les points. Sauf, pour des raisons évidentes, sur un point extrêmement sensible: le génocide et la responsabilité de certaines puissances étrangères! C'est aussi en réaction à sa politique teintée d'un «anti-impérialisme, notamment français». Comme il est aussi têtu comme un mule, le dictateur rwandais se nourrit des provocations qui lui valent, de plus en plus, l'isolement. Les mandats d'arrêts internationaux sentis comme un couperet, lui autorise des combats perdus, des va-tout, comme les plaintes déposées par l'establishment en Belgique, quand ce n'est pas contre la Belgique elle-même. Le président et son entourage jouent les va-tout pour arracher à la France une contrition. Une démarche dans ce sens viserait aussi l'ONU qui, pourtant, a exprimé ses regrets pour ses erreurs et ses échecs au Rwanda. La communauté internationale a présenté son mea culpa pour avoir été incapable d'empêcher l'innommable de se produire. Et, on le sait, pour réussir ce pari noble, il fallait d'abord stopper la guerre qui divisait le peuple!

Qu'on se le dise cependant! Le discours présidentiel, agressif et haineux envers l'opinion intérieure et extérieure ne serait pas gratuit. Peu moral et très peu républicain, ce discours fut fait à l'excès. Il harcèle le peuple sous prétexte de protéger les rescapés. Au fond de cette agitation/irritation, les opposants y ont décelé «un génocide ou des massacres en préparations». C'est peut-être forcer la note, mais tout démontre que le discours est sans

détours, mis sur la sellette et sous pression par certains médias internationaux, le président Paul Kagame feint aussi d'accepter, du bout des lèvres, de coopérer avec la justice internationale au travers un «comité indépendant d'Experts» recommandé par lui-même, pour enquêter sur l'assassinat du président Habyarimana. Ce revirement spectaculaire n'est qu'un désordre. Il pose un problème dans la mesure où «partisans et sympathisants du FPR estimaient que cet acte terroriste fut l'oeuvre des extrémistes hutu, bénéficiant de l'expertise des barbouzes blancs, sous-entendu, français ». Au fond de la démarche, une question se pose: Peut-on être un ex-terroriste et une victime ad aeternam?

Il faut le rappeler! Le refus de l'aventure militaire des rebelles tutsi et la dénonciation des crimes commis ne cesseront jamais de faire des dégâts pour sauvegarder «le prestige personnel» du chef militaire Paul Kagame sur une rébellion devenue armée gouvernementale. De même, les provocations et les diversions continueront de contourner le mystère entourant l'acte terroriste dont le FPR et ses alliés ont exploité à fond, pour former, après le génocide, un gouvernement d'unité nationale, symbole de façade des retrouvailles des Hutus et Tutsis, sous la bannière d'un «Rwanda nouveau». A son temps, - il faut le souligner-, le refus de la guerre permettait le maintien de l'effort de défense. Et ce, afin d'avoir le courage face à l'inattendu, à l'urgence, à la menace, à la crise, aux assassinats, aux attentats et aux enlèvements. L'engagement militaire de la France au Rwanda agressé fut impératif pour permettre aux belligérants de trouver des compromis viables. Il fut légal pour répondre aux exigences de la force de protection. Au nom de la sécurité de tous les ses citoyens, l'Etat rwandais a sollicité la coopération de déférents partenaires. Le FPR n'a jamais toléré tout engagement militaire extérieur qui contrariait ses objectifs inavoués et inavouables. Tout va-t-en-guerre ne peut pas comprendre que cet engagement n'avait pas pour but d'empêcher la victoire militaire d'une rébellion criminelle et antidémocratique. L'engagement de la France et des autres partenaires invités par l'Etat rwandais, dans le cadre des programmes de coopération, avait pour but d'arrêter la guerre. A défaut, il fallait stabiliser le front militaire afin de conduire les belligérants à la table des négociations de paix. La paix des tutsi, la paix des hutu et la paix des Twa et des expatriés se trouvant au Rwanda en dépendaient. La France ne fut pas la seule puissance, source d'armement et d'éducation des Forces Armées Rwandaises (FAR). Les Officiers Rwandais, hutu comme tutsi, avaient été formés en France, en Belgique, en Allemagne, aux Etat Unis et en Afrique, voire même en Asie. En diplomatie, la présence militaire de la France au Rwanda pendant la guerre, ne devrait pas être confondue avec la non absence des troupes étrangères. Chassés du Rwanda, sans ménagement, après la signature des Accords de paix en Août 1993, les militaires français ont été remplacés par des militaires onusiens d'origine belge notamment, pour remplir la même mission de paix. En Décembre 1993, l'éviction des troupes françaises fut, une erreur grave dont la responsabilité incombe aux FPR et à ses alliés qui l'ont exigée. Sans nul doute, le retour des troupes françaises mandatées par les nations Unies sous l'appellation «opération turquoise» a permis de sauver de nombreuses vies humaines alors que la communauté internationale avait démissionné ou était restée passive. Que le FPR et ses dirigeants regrettent que les «génocidaires hutu» aient passé dans les mailles de filet, cela peut se comprendre. Mais qu'un Chef d'Etat regrette publiquement que plus de deux millions de hutu, enfants, femmes, vieillards aient échappé au FPR, cette machine à tuer, cela peut choquer. Certainement que «l'Opération Turquoise» qui n'a duré que deux mois, de fin juin à fin août 1994, a permis à certains présumés criminels Hutus d'échapper à la justice expéditive du justicier et surtout aux milliers d'innocents de recaler leur mort certaine.

Au fond, en mettant en cause l' « Opération Turquoise » avec autant de virulence, d'arrogance et de maladresse, l'Etat rwandais se fourvoie. Le président Kagamé s'érige en justicier cynique et impénitent. «Les Français (de l'opération Turquoise) n'étaient pas venus sauver les

Rwandais, ils étaient venus les tuer», a-il accusé lors de son message le 7 Avril 2007, à Murambi, localité du Sud du Rwanda, couverte par la Zone Humanitaire de Sécurité (ZHS). Pour le pouvoir de Kigali, les troupes françaises ont commis un autre crime abominable: celui d'assister, en lieu et place des tutsi pourchassés par les «milices hutu », tous les fugitifs hutu présumés génocidaires. Pourtant, ces fuyards hutus accompagnés de certains compatriotes tutsis, étaient menacés d'extermination. Le massacre des hutu , « déplacés de Kibeho » par l'armée gouvernementale de Paul Kagame, et ce, devant les résidus des casques bleus, n'est-il pas venu rappeler à l'humanité encore morale, le danger que les combattants «Inkotanyi» représentaient pour les populations ? Les actes de génocide perpétrés par cette même armée ne sont-ils pas venus confirmer « l'instinct génocidaire » des troupes de Paul Kagame? Les massacres de Kibeho en 1995, les carnages dans les camps de réfugiés dans l'Est de l'ancien Zaïre, dont furent victimes des femmes, des vieillards et enfants ne seraient que des «détails»de l'histoire. Cette formule ne suffit pas pour faire oublier l'indifférence et la haine que manifeste le pouvoir à l'égard du peuple. Ces massacres étaient perpétrés par des protagonistes obnubilés par la conquête du pouvoir ou hanté par la perte de ce même pouvoir. Ils ont transformé le Rwanda en un puzzle du diable. Les Responsables des ONG et surtout les Casques bleus qui avaient quitté en catimini, le Rwanda pour des raisons de sécurité, ne sont plus revenus pour aider à remettre de l'ordre dans la maison. Rares furent des ONG qui ne sont revenues que plus tard, avec la sécurisation que les seuls militaires français de «l'Opération Turquoise» ont apportée. Et ce, malgré la farouche hostilité du de Paul Kagame et son FPR envers toute intervention étrangère! Les gens fuyaient la mort, les uns après les autres. Les responsables religieux, restés sur place se sont faits froidement assassiner le 5 juin 1994. Au même titre que certains militaires et leurs supplétives milices hutues, les rebelles tutsis ne respectaient personne. Les exterminations des innocents hutus furent longtemps sous-estimées parce que, comme le disaient certains médias, «*les gens avaient encore du mal à imaginer que les hommes du FPR puissent être des idéologues*». Paul Kagame et ses hommes avaient pourtant tiré de leur longue expérience dans le sanglant maquis ougandais, une exécration doctrine. Celle-ci tenait en peu de mots: *la fin justifie les moyens*. Les guérilleros tutsis furent des «pragmatiques absolus» mais sans état d'âme. C'est peu dire que Paul Kagame a mis au point une machine à écraser des vies. En démontre aussi la nécrologie officielle sur Kibeho, qui fut scandaleuse. De « 300 tués » à « 23 morts », ce fut le bilan fourni par un Exécutif mobilisé contre toute indignation qui ne fut pas à la hauteur du crime. L'hécatombe de Kibeho a rappelé à la mauvaise conscience de certains objecteurs de conscience, le danger qu'incarnaient, depuis Octobre 1990, les «Inkotanyi», drapés par les médias, dans un manteau «de rebelles disciplinés», commandés par un certain Paul Kagame dont le «prestige personnel» tant vanté en fut écorné. Au fond, le peuple abandonné a été victime du mépris. Voilà pourquoi, le combat pour la justice, le respect de l'autre et la dignité humaine, contre la terreur et la discrimination des victimes est, par dessus tout, justifié. L'«entreprise-guerre» est devenue boulet pour le Rwanda et un guêpier pour le président Paul Kagame et ses lieutenants.

Au coeur de la polémique qui secoue actuellement le Rwanda, un constat: aucun des anciens rebelles tutsi n'a exprimé le moindre regret d'avoir supprimé des vies pendant et après la guerre de reconquête du pouvoir ou de «libération Tutsi». Pas l'un d'entre eux, à plus forte raison, n'a présenté des excuses. Paul Kagame ne fait pas l'exception à la règle. Dans le vacarme assourdissant qu'il alimente, les «anti-guerre» résumant le débat public en silence:il y'a eu des actions incontestablement fausses, folles illégitimes et dont les anciens guérilleros devraient avoir honte aujourd'hui. Le problème dans cette histoire, c'est que le regret ou le «*mea culpa*» qu'on veut arracher à la France et qui fut arraché aux autres puissances présentes au Rwanda, est une question d'Etat à laquelle celui-ci ne veut pas répondre, car cette question

passé à côté de l'essentielle: le contexte politique des années de plomb, dans lequel on ne peut comprendre, le cheminement irresponsable vers une lutte armée pour ne rien résoudre.

Aussi, pour rompre avec la France fautive, voire criminelle, le président rwandais invente-t-il des scénarios catastrophiques pour faire face aux pressions politiques, diplomatiques et judiciaires. Les choix politiques ne sont plus ceux de la confrontation des idées pour défendre les valeurs que l'espace occidentale francophone et anglophone défend et qui ne fera pas échapper au président errant, à la dureté du fonctionnement d'un monde diplomatique qui sait mieux porter sur les événements tragiques un regard distancé. Mais a force de trop vilipender la France et, dans des termes nuancés, certaines puissances présentes au Rwanda au moment du drame, le pouvoir rwandais donne l'impression qu'il fait cavalier seul. Pour le Président et sa clique, la vérité doit être à sens unique.

En défiant la France, le Président Kagame s'affiche en affreux Catilina, cet extrémiste romain de la pire espèce. Ses catilinaires ne justifient pas cette méthode qui donne au peuple, la marche à suivre pour s'assurer le soutien des puissances démocratiques et se concilier les masses populaires. Tout est affaire de manipulations maladroites! Et le dictateur ne lâche pas du lest. Pour un ex-maquisard, il serait lâche de quitter un navire dans les temps de tempêtes. Il doit montrer que le coup de massue lui asséné sur la tête par les mandats d'arrêts internationaux ne l'impressionne pas. Il fait drôlement semblant d'avoir été plutôt requinqué par les propositions du Juge antiterroriste français qui servent à la dictature de carnet de bord à sa croisade antifrançaise. Le président doit prouver que, avec les avis de recherche, ce n'est pas la faillite annoncée de son régime. Mais cette diplomatie est à court d'idées et d'initiatives responsables. C'est une arme à double tranchant. Ce n'est une «diaspora tutsi» mise à contribution qui se substituera à la diplomatie officielle pour tout tenter afin de soigner l'image ternie par l'ordonnance du juge antiterroriste français ou de faire courber l'échine à la France officielle. Du coup, l'opposition reproche au président rwandais «son obsession française» au moment où la crise sociale au Rwanda touche les bas-fonds. La liberté d'expression, cette sacro-sainte loi de la presse est étouffée. Les journalistes sont tabassés à mort, quand ils ne sont pas jetés en prison. Mais la dictature réussit à acheter la conscience de certains journalistes étrangers tout en fustigeant «Journalistes sans Frontières» qui défendent les journalistes infidèles à la dictature! Et, dans ce bras de fer avec la France, le dictateur voit partout des espions de la France. Aujourd'hui, la controverse publique ne fait pas dans la nuance. Au cœur de la polémique et à l'image des avis de recherche autrefois placardés sur les murs des bâtiments publics, il ne manque que tous les portraits des personnages visés par les mandats d'arrêts. Dans ce bras de fer élargi à la Communauté internationale, le président rwandais s'est, certes, fait de nouveaux amis à l'étranger qui verraient en cet homme, le porte étendard du «front de refus» de l'impérialisme, notamment français. Mais à y voir clair, le pouvoir s'isole. Il creuse son trou. Certaines Organisations de défense des droits de l'homme qui lui accordaient des bénéfices du doute ne le ménagent plus.

L'Etat est en rade dans toutes ses dimensions :la politique étrangère, l'administration,le l'école ,le service public monnayé se sont endormis pour ne s'occuper de l'essentiel , à savoir le bonheur du peuple.Le dictateur s'abrite, en toutes circonstances, derrière certains gestes politiques afin de revigorer ses stratégies personnelles dont on connaît les contours. La libération de son prédécesseur, Pasteur Bizimungu, un «hutu modéré» qui composa avec lui, un véritable duo duel, ne vise qu'à détourner le débat sur les dérives totalitaires du régime. Compte tenu du nombre de prisonniers, sans dossiers, qui viennent de passer des décennies en prison et ne peuvent espérer ni grâce ni libération anticipée, la grâce présidentielle est tombée comme un coup de bâton dans l'eau. Le geste n'est que de la poudre jetée aux yeux. Véritables armoires de glace, l'ancien guérillero tente d'éviter que son entreprise ne soit vite

dans le péril. Sa carapace reçoit des coups durs .Il sait cependant mieux les encaisser un temps soit peu. Mais jusque quand? Qui plus est, la grâce présidentielle est intervenue dans un contexte de la déstabilisation du régime en fait une proie facile. La simultanéité de la grâce et du discours incendiaire de Murambi ont mis en exergue la phobie à l'endroit du peuple dont sont issus les rebelles hutus et les opposants qui refusent d'entrer dans un débat qui renie l'Histoire. Mais selon l'entendement du pouvoir de Kigali, les opposants armés et non armés sont incapables de se sortir de l'impasse politique. Ceci explique, en partie, l'histoire de la guerre et des deals léonins montées de toute pièce, pour étouffer les convictions des uns et des autres et pour en subir des revers cinglants. En réalité, c'est là où réside le gâchis total pour le Rwanda. Aussi faut-il quelqu'un de solide et qui aime et respecte tout son peuple pour tenir longtemps la baraque. L'« Ibuka » ou Association des rescapés tutsi s'y substitue pour finasser contre toute remise en cause de l'histoire tragique telle qu'elle est expliquée au monde entier. Peut-on cependant imaginer que les ex-rebelles tutsis aient pu tuer, autrefois et aujourd'hui, pour leurs convictions politiques? Aujourd'hui, ils sont paradoxalement devenus les pires ennemis de la lutte armée. Ils ont trop tard, compris l'immoralité de la guerre. Il n'y a plus de véritable intérêt à comprendre l'après-guerre dans ce Rwanda où le débat qui y règne depuis une décennie, est hystérique. Le dialogue est toujours impossible dans un pays sorti de la guerre pour entrer dans une dictature redoutable qui n'a pas pu trouver, comme ailleurs, les moyens politiques de prévenir de nouvelles spirales de la violence. En fait, le pouvoir alimente une polémique qui n'a pas quitté la Une de l'actualité depuis l'existence aux frontières, des soit disant fanatiques « nostalgiques du génocide » ou « du travail non encore achevé ». Tout présagerait qu'un « Ibuka hutu » peut naître pour se charger de mener les mêmes combats contre l'« Ibuka Tutsi », cet « Etat dans l'Etat ». L'affrontement présenterait l'autre « histoire » de la « guerre de libération Tutsi » en donnant la parole aux victimes hutues et aux proches de toutes les illustres victimes des assassinats et de l'attentat du 6 avril 1994. Au vrai, lorsque les guérilleros à la gâchette facile sont entrés dans la politique et le prétoire, la démocratie en est définitivement sortie. La réconciliation n'est plus une idée ; mais un slogan de surcroît creux. Le dilemme du chef de clan Paul Kagame; c'est de faire l'apologie de sa sale guerre de conquête du pouvoir et de vouloir barrer la route à tous ses rivaux qui lui contestent la légitimité et constituent une menace permanente contre un système fascisant. Le pouvoir passe à côté de la question essentielle; à savoir, le contexte politique qui rappelle les quatre années de plomb, sans lesquels on ne peut pas comprendre le cheminement et la légitimation d'une nouvelle lutte armée.

Faut-il pour autant désespérer? Faut-il se résigner devant l'éternelle impasse politique et démocratique qu'ont créé les événements tragiques; conséquences directes d'une « guerre de libération tutsi »? La preuve est que la politique de la haine, la violence des mots, le mépris et la terreur militaire ne sont pas révolus, pour faire place à la politique du « jeu d'échecs » où doivent sortir vainqueurs, des professionnels aux convictions solides et ancrées et au service d'un projet pour le pays et pour tout le Peuple. Le Rwanda peine à se remettre de ses blessures. Les dirigeants ont oublié, voire échoué de réaliser solidement le pilier de la maison après l'avoir détruite aux tornades de bombes, d'obus et de grenades. Le rite annuel du génocide remplit ce registre calamiteux. Voilà ce qui, paradoxalement, donne le moral aux vainqueurs qui sont fiers d'avoir honte de leur victoire « *intsinzi* » sur tout un peuple. Les violations des droits de l'homme, dans le maquis comme au pouvoir, doivent être dénoncés. Si les dirigeants se montrent capables de mettre l'Etat au niveau du reste de tous les citoyens méprisés, alors l'avenir du Rwanda verra naître d'innombrables espoirs La paix, la réconciliation, la survie même des populations concernées est à ce prix.

La guerre, -avons-nous souligné- ce sont quatre années de plomb. Le FPR a déclenché une guerre d'inspiration maoïste, en recourant à la guérilla rurale et urbaine. La guérilla a gâché la

vie des paisibles paysans rwandais. Et ce, au travers des enlèvements et des assassinats frappant les paysans hutus et les élites politiques, économiques et religieuses du pays. La guerre a ensuite créé des monstres qui ont augmenté le coût en vies humaines de l'entreprise guerre pour mieux rémunérer les ambitieux sans ambitions pour le pays. Les réactions que ces actions ont suscitées ont provoqué le réveil des démons ethniques contre des innocents présumés partisans d'une organisation se révélant comme fascisante. La lutte armée fut donc immorale. Le peuple ne doit pas oublier le sang versé pour rien. Toute distinction entre les victimes d'une même tragédie et le mépris exprimé par les autorités actuelles à l'endroit des victimes Hutu sont des comportements iniques. Depuis 17 ans, les victimes hutues de la guerre déclenchée par les «extrémistes tutsi» sont otages d'une dictature sanglante. Elles sont des éternelles oubliées d'un gouvernement, dit d'«unité nationale». Ils sont aussi des oubliés de la Communauté judiciaire internationale. Aussi, la guerre a-t-elle finalement fait des morts inutiles. Pourtant, chaque mort était de trop et la violence reste la violence. Les morts hutus ne doivent plus être traités ni des « détails, ni des dégâts collatéraux, ni des bavures militaires». La guerre a écrit, noir sur blanc, une histoire criminelle. L'affaire en resterait là si, dans le même temps, les véritables menaces étaient prises en compte par les juges et les hauts magistrats rwandais et autres donneurs de leçons de morale et de démocratie. Apparemment, ils sont tous animés d'un désir ardent de faire justice. Mais où est le résultat? Malgré les blessures toute béantes, la douleur encore vive chez tous les survivants et la reconnaissance politique de la justice internationale, unanime et sans équivoque, le Rwanda accumule les frustrations. Faut-il encore une fois se résigner devant l'impasse démocratique et judiciaire? Non, évidemment. Les événements tragiques ont laissé des survivants qui souffrent encore plus. Mais les exemples consolidés et adaptés aux situations actuelles laissent l'espoir qu'un jour les générations nouvelles et futures verront une démocratie véritable et une vraie justice.

Le Rwanda est malade de la guerre. La guerre a créé des pires situations politiques et un empire de tueurs. Il faut réaliser que grâce à la guerre, les extrêmes ont marqué les points. La guerre nous a gâché la vie à nous tous Rwandais. Le FPR a massacré massivement et indistinctement des populations entières, mettant ainsi en branle un processus macabre qui a culminé dans des représailles et la criminalité. Des centaines de milliers de personnes viennent de passer une bonne partie de leur vie en prison. Plusieurs y trépassent. Pour survivre, certains prisonniers sont parfois forcés d'exprimer un mea culpa collectif qui leur ferait porter, seuls, la responsabilité de la guerre et de ses conséquences immédiates et lointaines. Pour le pouvoir, il est hors de question de faire revenir les choses en arrière pour comprendre les responsabilités des uns et des autres. Les faits sont là. Il faut les respecter. Mais toutes les victimes ont droit de porter sur l'histoire un regard privé. Les hutu souffrent d'un besoin de reconnaissance. Ils éprouvent un besoin de retrouver une dignité que les tribunaux populaires « gacaca » piétinent au quotidien. Un mort reconnu n'est-il pas une vie reconstruite? Presque un million de hutu sont encore à juger et à condamner! La tension est vive et permanente. Les juridictions « gacaca » incarnent la terreur et l'iniquité. Ces tribunaux exilent les hutu. Les survivants tutsis sont inconsolables. Ils s'exilent pour fuir la misère sociale. De la « politique de la haine au génocide », le Rwanda est passé du génocide à la légitimation d'une dictature ségrégationniste. Le génocide confère à la puissance publique, la force économique et militaire au clan restreint du chef de l'Etat. C'est ça le vrai syndrome du vainqueur! Il se dit: on a fait la guerre, on l'a gagnée! Et on a libéré les tutsi. Le tutsi raisonnables ne l'entendraient pas de cette oreille. Ils ont été les victimes visibles d'une guerre qui devait libérer «une minorité tutsi» lésée sous les régimes précédents. Que de morts, que de désolations! Comme le guerrier est fidèle à lui-même, il refuse de s'être fichu dedans. Les populations, victimes initiales de la guerre payent encore les pots cassés. En général, c'est le peuple entier qui doit trinquer. On observe ainsi dans le chef de tous les «anti-guerre», cette envie d'entendre dire l'histoire telle qu'elle a été. Sans doute, Paul Kagame et sa clique

peineraient-ils à mesurer l'impact désastreux de la guerre auprès d'une partie du peuple désespéré et sans horizon. Par conséquent, un peuple plus perméable au négationnisme, au révisionnisme et aux extrémismes en tout genre. Et le pouvoir ne s'y trompe pas, lui qui affirme que selon la Commission nationale de l'Unité et de la Réconciliation, 75 % de la population sont réconciliés!

En dépit du vaste fiasco politique, Paul Kagame reste Paul Kagame. Le Rwanda reste une puissance dont l'armée est déterminée à réprimer partout et la dictature chargée d'étouffer les opinions contraires à la politique menée par l'Etat -FPR. La guerre hutu-Tutsi n'en finit pas. Seul un maillon puissant dans la chaîne de propagande du régime agit efficacement pour prendre en otage les paysans rwandais et l'opinion internationale afin de garder les commandes du pouvoir. Et ce, au détriment de toutes les règles démocratiques et les conventions de droit national et international. Il fait tout pour que le peuple pris soit incapable d'affronter la vérité.

A l'extérieur, les opposants confrontés aux défenseurs de la dictature, n'ont cessé déterrer les crimes abominables du FPR-rebellion et régime. Ces crimes sont exposés sur la place publique. Et à y voir de très près, ces gens, hutu et tutsi confondus n'inventent rien. Ils s'interrogent. La « négation du génocide » ne serait, pour eux, ni une simple « liberté d'expression », ni un « crime raciste ». Il s'agirait plutôt, d'une démarche pour rappeler tant aux « mauvaises » qu'aux « bonnes consciences », la « mémoire égarée » dans le chef des tenants et des chantres pouvoir. En outre, tous les « négationnistes » s'inspirent du rapport de l'ONU et des témoignages des dissidents hutu et tutsi du régime actuel. Ces témoignages sont crédibles. Ils sont confortés dans leur démarche par les prises de position des différentes personnalités mondiales comme les anciens deux derniers Secrétaire Généraux de l'ONU. Selon ces différentes sources, un « génocide » ou « des actes de génocide ont été perpétrés contre les populations hutu par les soldats de l'armée de Paul Kagame dans toute la Sous région ».

L'héritage de la guerre est lourd et monstrueux. Personne ne peut batailler pour le rendre le sien propre. Pire, face à l'escalade, le président Paul Kagame entame un virage dangereux sur l'aile qui n'est pas tant destiné à épargner ses éventuels successeurs qu'à sauver son propre héritage embelli de mensonges. La quête de justice sera longue et difficile. La guerre et ses crimes ont anéanti une population et détruit les infrastructures du pays. L'exode des millions hutus fut un crime effroyable. L'« Opération Turquoise » a essayé, sans succès, de stabiliser une population en errance sur le territoire rwandais. Les partisans du FPR-rebellion/régime ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, il s'agissait des « masses populaires imprégnées de l'idéologie génocidaire ». Elles « fuyaient le pays, non pas parce qu'elles sont persécutées par le FPR, mais parce que la fuite faisait partie du plan génocidaire ». De telles affirmations expliquent à suffisance la haine viscérale, secondaire et primaire, qualifiée de « haine séculaire entre hutu et tutsi ». Au fond, les masses hutues les moins estimables ont fui la mort, les tortures et les persécutions. Le massacre des déplacés de guerre à Kibeho cité plus haut, est venu rappeler aux responsables politiques et militaires et à leurs gourous étrangers, ce côté pervers et monstrueux d'une « rébellion disciplinée » qui, devenue armée gouvernementale est accusée de « massacres méthodiques et systématiques » pendant et après la conquête du pouvoir. L'« exil sans remords » des populations hutu a occulté ces crimes commis à l'intérieur et dans les camps des réfugiés au Burundi, en Tanzanie et dans l'ex- Zaïre. Les réfugiés y furent rattrapés par la folie meurtrière des soldats de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR). La Cour Internationale de Justice de la Hayes a qualifié d'« acte de génocide » le massacre de plus 7.000 hommes musulmans à Srebrenica (en ex-Yougoslavie) en Juillet 1995. Elle aurait dû renforcer les pressions sur les autorités rwandaises pour que soient arrêtés et déférés

devant la justice internationale les responsables directe de ces crimes. Le verdict de la Cour peut faire jurisprudence sur les massacres perpétrés par l'armée de Paul Kagame à Kibeho et ailleurs dans les camps de Réfugiés à l'étranger.

En plus du carnage de Kibeho mentionné plus haut, les représailles violentes en 1996-97 contre les populations civiles dans le Nord-Ouest et le Centre du Rwanda, ont rappelé le déferlement de vengeances des soldats tutsi du FPR depuis Octobre 1990. Les rescapés des camps des réfugiés du Kivu rapatriés manu militari, ont vécu le pire. Ils furent massacrés sous couvert de la lutte contre les infiltrés hutu «Abacengezi». Présentés à l'opinion comme des complices des «nostalgiques du génocide» ou du «travail mal achevé», des milliers de paysans hutu furent systématiquement massacrés. Il est établi que l'armée gouvernementale jouissant d'une caution internationale a exécuté ce massacre, que les dirigeants politiques de l'Etat ont participé à la préparation, à la planification et, à quelque titre que ce soit, à l'exécution de ces tueries. Ce qui, au passage, ne reviendrait pas à absoudre, même post mortem, les responsables politiques de cette accusation pour ces faits.

Quelque en soient les raisons, il s'agit des massacres commis en dehors du conflit armé. C'est à dire des actions d'extermination d'un groupe déterminé sous l'impulsion et le contrôle de l'Etat Et ce au nom de la sécurité des rescapés du génocide ! La rupture est profonde. Elle est mal organisée et mal gérée. La fracture prend les profondeurs Il importe que le Rwanda soit moins haineux, moins violent. Il faut que le pouvoir soit raisonnable et réfléchi Chaque rite anniversaire devrait rappeler à l'humanité, la dignité propre à chaque survivant des pogroms. Le discours à cet égard doit de la transparence et de l'efficacité et surtout de l'obligation de résultats en matière de réconciliation nationale. Le rite annuaire ne doit plus ressembler aux souvenirs des faits de guerre qu'au respect de la mémoire de toutes les victimes de la barbarie de l'homme contre son semblable. Le rite et les mémoriels ne doivent pas assassiner la mémoire des victimes sans droit. La guerre du FPR ne fut pas une expression de la politique. Elle fut une expression de « la pensée exterminatrice »La guerre fut une catastrophe annoncée. La victoire militaire, quelque soit le vainqueur, devait s'inscrire dans la liste de ces batailles sanglantes perdues et qui construisent autant de ruptures historiques.

Il n y a pas eu de guerre propre. Une guerre propre, c'est en fait, une guerre où il n y a pas de témoins. Tout cela appartient au langage de propagande. Plus rare fut en effet, l'écroulement de l'«ennemi» épuisé par une asphyxiante fuite en avant. L'Etat et l'autorité politique et militaire décapités, ce fut le chaos et le sauve-qui-peut. Les populations ont quitté les villes et les campagnes, du moins les plus chanceuses! Mais certains citoyens ont ricané, considérant les nouveaux camps de déplacés et de réfugiés installés par certaines organisations humanitaires comme des « replis des génocidaires ». Dans le repli de la bataille, un cycle s'est amorcé. Un nouvel ordre s'est mis en place. A s'y méprendre, il irait bien au de là du petit Rwanda. Un grand destin, comme le veulent les chefs de guerre, devra se réaliser dans le sang boueux de tous innocents. Si nul ne peut le dire aujourd'hui, certainement que le temps nous le dira! Mais c'est bien à Kigali que semble se jouer l'organisation de la sous région des Grands Lacs de demain. Le conflit armé au Rwanda à d'orès et déjà, fait exploser certains schémas. Les alliances anciennes ont volé en éclats. Le front uni des démocrates, de mèche avec les guérilleros s'est fissuré. La Nation a perdu en misant sur une quête paradoxale de liberté et de démocratie. Personne ne veut avouer qu'il a menti à la Nation. En fait, il s'agit de cette utopie politique et souvent diplomatique des temps de guerre, une construction plus ou moins rationnelle fondée sur le droit, (mais non appliqué) qui s'est fissuré dans la guerre au Rwanda. Il a laissé place à un nouvel ordre hideux dans lequel la notion de violence militaire a retrouvé un rôle central. Le FPR a choisi l'usage de la force militaire pour créer le droit. Ce

changement brutal et sanglant dans la marche du Rwanda et des pays voisins fut un tournant dangereux que personne ne veut pas assumer.

Le droit de la force met en péril la force du droit Le droit du plus fort n'apporte pas au Rwanda les armes de la liberté et de la démocratie, du développement et de la justice. Une telle attitude est, au fond, suicidaire. Démographiquement, moralement, économiquement et politiquement. Le génocide gangrène le débat politique. Il freine la synergie et étouffe toute enquête fouillée sur les crimes parfaits et les violations massives des droits de l'homme. Parler de « massacres systématiques et méthodiques » perpétrés par la FPR, c'est être coupable de négationnisme et de révisionnisme. Les langues se délient malgré tout, pour dénoncer un génocide qui en cacherait un autre. L'offensive de l'Etat qui prétend avoir réussi l'intégration de tous les citoyens dans une dynamique de réconciliation, en devint violente. L'Etat se regarde narcissique et cherche des boucs émissaires partout, y compris parmi les grandes démocraties. Ce transfert psychologique des responsabilités est dangereux. C'est la population qui paiera les pots cassés.

Faire des reproches constructifs au pouvoir en rappelant les « actes de génocide » perpétrés par l'armée tutsi du FPR, c'est s'attaquer aux fondamentaux du pouvoir. C'est se rendre coupable de négationnisme ou de révisionnisme! On comprend à quel point un tel pouvoir est un pouvoir de l'anachronisme. C'est un pouvoir de la rupture. L'affaire en resterait là, si, dans le même temps, les véritables menaces étaient prises en compte par la communauté internationale et certains fugitifs qui grossissent les rangs de l'opposition démocratique pour la noyauter. Non les brillants esprits ne s'indignent que lorsque l'on entend des prisonniers meurent dans les lieux de détention bondés, que des journalistes sont tabassés à mort et que des gens fuient encore par peur de persécution ou de la faim. Ce qui se passe au Rwanda ne devrait pas laisser indifférent. Les politiques refusent de voir en face cette réalité est dangereuse. Le temps de choisir est venu. Le peuple est fatigué de ses dirigeants qui écrivent une histoire pleine d'inepties. Ils sont allergiques aux propos qui ne les arrangent pas et ne cessent de pérorer sur la nullité d'une vérité qui met en péril leur existence.

Le Rwanda va mal. Le Rwanda a peur. L'économie va mal. Si le gouvernement semble délibérément lâcher du lest du côté des mœurs sociales, la terreur militaire harcèle les populations placée en liberté surveillée par les tribunaux d'exception, les fameux « *Gacaca* » dont l'iniquité est décriée Les critiques sur l'amateurisme politique et judiciaire d'un régime sorti d'une guérilla sanglante, on les entend depuis longtemps et à longueur de journée. Il y a une certitude. Le Rwanda, privé de liberté, est accoutumé au sens du tragique et du dramatique. Les dérapages sont palpables, voire au quotidien. Ce sont toutes ces frustrations qui se sont accumulées, s'accumulent encore et s'expriment de plus en plus ouvertement. Dans les provinces, la « base » du régime de Paul Kagame n'existe que par la terreur Par conséquent, elle n'a jamais existé. La base le hait. Le dictateur se satisfait du fait d'être haï mais craint par une partie majoritaire de son peuple. Un tel sentiment dissimule un mal inédit et inquiétant: L'« apartheid à la rwandaise »! Sans doute, Paul Kagame peine-t-il à mesurer l'impact désastreux, auprès d'une population opprimée et appauvrie, et une jeunesse orpheline et sans horizon Le peuple est donc perméable à la nostalgie des années antérieures de paix et surtout de solidarité, ce substrat de la Société. Les « va-t-en-guerre » découvrent de plus en plus que la guerre n'était pas indispensable. Etait-il aussi indispensable qu'on accuse les « extrémistes hutus » d'avoir assassiné le Président Habyarimana pour trouver l'exutoire du génocide? Fallait-il vraiment saluer la mort brutale d'un « dictateur », de surcroît hésitant de mettre en application les Accords de paix pour avoir une paix durable et instaurer une vraie démocratie au Rwanda ? A l'heure des mandats d'arrêt internationaux en circulation, est-il un bon aloi de décerner des palmes aux ex-guérilleros traqués par la justice internationale? Où

faut-il se poser des questions sur la vraie nature du pouvoir qui prédestine le pays à de nouveaux dérapages? Peut-on espérer que l'envie de bouger des Rwandais vers la vraie réconciliation va être plus forte que leur peur? L'anachronisme du pouvoir, c'est aussi celui d'une politique de rupture, qui gère la réconciliation en refusant de voir en face la vérité : Le temps de choisir est venu. Le peuple est fatigué de se dirigeants.

Mais les chefs militaires savent aussi imaginer des scénarios pour transformer la véracité de l'histoire ancienne et récente du Rwanda, trouver « les moyens pragmatiques » pour instaurer le mensonge afin de le faire entrer dans la mémoire collective. Mais comme dans toute entreprise humaine, les rivalités existent et s'entrechoquent. La Société rwandaise risque de le payer encore très cher. Le pouvoir de Paul Kagame est tout d'une parabole sur une Histoire sanglante. Et chacun sait que toute histoire est écrite par les vainqueurs. Or les vrais vaincus d'aujourd'hui sont peut-être les vainqueurs de demain. Et l'histoire est vouée à être réécrite. Le peuple le souhaite. Une réconciliation s'impose à tous. Elle doit donc avoir le même sens. Chacun y aurait intérêt. Mais est-elle possible? Il est possible de replâtrer les blessures du Rwanda. Il faut s'entendre d'abord, sur la guerre elle-même pour pouvoir s'entendre ensuite sur l'après- guerre. Tel est le grand enjeu que doit affronter l'Etat contrôlé par des dirigeants recherché par les polices criminelles mondiales Face aux faits, le Rwanda ne peut que continuer à placer son destin dans les mains d'une Communauté judiciaire internationale capable de refuser d'être abusée par « la dictature de l'émotion », d'une part, et par certains « révisionnistes » qui se draperaient dans le manteau d'une lutte pour la justice et de l'humanité. Entre les deux blocs, ce sont les populations innocentes qui trinquent, mais qui composent cet autre Rwanda digne dans la souffrance et ouvert au rendez-vous de la paix, de la vraie réconciliation et du « savoir vivre ensemble ». Il faut leur offrir cette chance au plus vite !

La guerre a plombé la vie au Rwanda. Le peuple a besoin de respirer. Paradoxe d'un autre temps, au lieu de se battre pour le dialogue politique et social afin que le Rwanda fasse confiance en ses dirigeants et aux intermédiaires comme la Société civile et les Journalistes, vilipendés par le régime, le président Kagame leur rappelle que «*la cause profonde du génocide est la mauvaise politique et certains politiciens du gouvernement précédent qui préparent encore leur idéologie à travers les médias internationaux*». Comprend-il que l'état de disgrâce permanent se révèle parfois trop dangereux? La paix se gagne et se consolide par la vérité, la justice et l'égalité du «Peuple des citoyens» devant la Loi. La justice doit triompher non seulement par des armes, sur la violence politique et du verbe, mais aussi sur les arrangements occultes et les compromissions! La justice et la démocratie sont les piliers de la réconciliation. La réconciliation doit avoir le même sens. C'est la survie même du peuple rwandais qui est en jeu !

Alphonse Bazigira, Journaliste politique